

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAL

La Municipalité de la commune de Cossonay,

agissant en vertu de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), porte à la connaissance des électeurs que, dans sa séance du 31 août 2015, le Conseil communal a décidé :

- D'autoriser la Municipalité à signer un droit distinct et permanent de superficie (DDP) en faveur de la Société coopérative d'utilité publique « Primavesta » sur une surface de 4'352 m² de la parcelle 678, sise au PPA « Les Chavannes », route d'Aubonne, pour y construire 39 appartements protégés.
- D'autoriser la Municipalité à signer l'acte nécessaire permettant d'établir un cautionnement de Fr. 1'000'000.--, dégressif sur 15 ans, en faveur de la Société coopérative d'utilité publique « Primavesta ».

Ces décisions sont susceptibles de référendum.

Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours (art. 110 al. 1 LEDP) qui suit le présent affichage. Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 110 al. 3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art 110 al. 3 LEDP (art. 110a al. 1 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art.110a al. 1 et 105 1bis et 1ter par analogie).

LA MUNICIPALITE

Cossonay, le 1er septembre 2015